Syllabus : CML 33651H0 & DCL 6939WO00 (Hiver 2020)

-

Recherche et rédaction juridiques (Problèmes choisis) : Commission du droit international

Professeur	Pierre Cloutier de Repentigny
Heures de cours	du 27 janvier au 5 avril 2019 Travail indépendant supplémenté de 3 réunions de groupe et de supervision individualisée
Salle de classe	à déterminer pour chaque réunion
Coordonnées	téléphone : (647) 454 0538, courriel : pclou097@uottawa.ca

Heures de bureau virtuelles

Les étudiant.e.s peuvent prendre rendez-vous pour discuter de leur travail par courriel. Les réunions non-planifiées (par skype ou téléphone) ne peuvent être que planifiées entre 14h et 18h les jours de semaine. Je tenterai autant que possible de répondre aux courriels dans un délai de 24h les jours de semaines.

Sites web

Pour le cours : <http://pcloutier.ca/ilc-cdi/>

Pour la Commission : <http://legal.un.org/ilc/>

Description du cours

L'Article 13(1)(a) de la Charte des Nations unies confère à l'Assemblée générale le mandat de « développer la coopération internationale dans le domaine politique et encourager le développement progressif du droit international et sa codification ». La deuxième partie de ce mandat, soit le développement progressif du droit international et sa codification a été confiée un organe spécialisé : la Commission du droit international (CDI). La CDI est composée de 34 experts en droit international élus par l'Assemblée générale représentants les 8 régions de l'ONU. La CDI a eu et continue à avoir un impact important sur le droit international (ex : l'adoption de la Convention de Vienne sur le droit des traités).

À chacune de ses sessions, habituellement en mai, juillet et début août, la CDI débat de et adopte plusieurs projets portant sur divers sujets liés au droit international. Le travail des étudiant.e.s consistera principalement à des recherches menant à la rédaction d'un mémo analysant et critiquant le sujet des rapports qui seront étudiés par la CDI durant sa 72^e session. Les mémos formeront la base de la rédaction des rapports et des déclarations écrites et orales de Monsieur

Yacouba Cissé, membre de la CDI, soumis à la Commission durant les débats. Le travail inclura aussi d'autres tâches de type recherche et rédaction reliés aux travaux de la CDI. Potentiellement, certain.e.s étudiant.e.s pourraient venir assister à une partie de la session de la CDI à Genève et y continuer leur travail.

En plus de leur permettre de développer leurs aptitudes de rédaction et de recherche, le cours permettra aux étudiant.e.s d'obtenir une expérience pratique en droit international et d'acquérir des connaissances approfondies dans un domaine du droit international et sur le fonctionnement de la CDI.

Les sujets qui seront à l'étude comprennent :

- La prévention et répression de la piraterie et du vol à main armée en mer;
- l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international;
- les principes généraux du droit;
- l'application provisoire des traités;
- la protection de l'atmosphère;
- l'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État; et
- la succession d'États en matière de responsabilité de l'État.

Cadre de travail*

Le travail des étudiant.e.s sera divisé en deux catégories.

Première catégorie : déclarations

Le premier groupe d'étudiant.e.s se concentrera sur la rédaction d'un mémo sur l'un des sujets étudiés par la Commission qui n'est pas couverts par la deuxième catégorie. Les mémos et les ébauches de déclarations serviront à rédiger les déclarations de M. Cissé durant les débats sur les sujets en question. Les étapes préliminaires à la rédaction visent à aider l'étudiant.e à se familiariser avec le sujet et à planifier le mémo. Après l'envoi de l'ébauche de mémo ou du mémo de recherche, le professeur communiquera aux étudiant.e.s ses commentaires dans un délai d'une semaine. Même si l'assignation des sujets est accomplie de manière individuelle, les étudiant.e.s sont encouragé.e.s à travailler en collaboration entre eux.

Éléments livrables : étudiant.e.s JD/étudiant.e.s diplômé.e.s

1. Bibliographie annotée (à remettre le 28 février)
2. Plan de mémo détaillé et bibliographie (à remettre le 13 mars)
3. Ébauche de mémo/mémo de recherche (à remettre le 3 avril)
4. Mémo final/ébauche de déclaration (à remettre le 20 avril)

Deuxième catégorie : rapports

Le deuxième groupe d'étudiant.e.s se concentrera sur la rédaction d'un mémo sur la prévention et répression de la piraterie et du vol à main armée en mer ou sur l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international. M. Cissé, en tant que membre du groupe de travail sur l'élévation du niveau de la mer au regard du droit international et en tant que parrain (et futur rapporteur spécial) du projet sur la prévention et répression de la piraterie et du vol à main armée en mer, travaille sur ses sujets plus intensément. Les étudiant.e.s travailleront en groupe pour faire des recherches sur des questions spécifiques et rédiger un mémo. Ce travail servira à la rédaction des rapports qui devront être soumis à la CDI. Les étapes préliminaires à la rédaction visent à aider l'étudiant.e à se familiariser avec le sujet et à planifier le mémo. Après l'envoi de l'ébauche de mémo ou du mémo de recherche, le professeur communiquera aux étudiant.e.s ses commentaires dans un délai d'une semaine.

Éléments livrables : étudiant.e.s JD/étudiant.e.s diplômé.e.s

1. Bibliographie annotée (à remettre le 28 février)
2. Plan de recherche et bibliographie (à remettre le 13 mars)
3. Ébauche de mémo/mémo de recherche (à remettre le 3 avril)
4. Mémo final/ébauche de rapport (à remettre le 20 avril)

Remise des documents : chaque étudiant.e doit envoyer le document livrable en format Word à Pierre Cloutier de Repentigny par courriel à ou avant 23h59 le jour de la date de remise (ci-dessus).

*Des éléments livrables supplémentaires peuvent être requis sur une base individuelle. Certains points du cadre de travail peuvent varier selon le sujet. Les étudiant.e.s travailleront plus que les étudiant.e.s au JD et devront produire un travail d'une plus grande qualité.

Lectures

Il n'y a pas de livre obligatoire. Les documents requis pour chaque réunion seront mis à disposition des étudiant.e.s sur le site web du cours ou par courriel. Une liste de lecture individualisée sera fournie pour chaque étudiant.e selon leur sujet. Toutes les lectures seront disponibles en format digital.

Références sur le droit international public :

- Claude Emanuelli, *Droit international public : contribution à l'étude du droit international selon une perspective canadienne*, 3^e éd, Montréal, Wilson & Lafleur, 2010 (<https://edoctrine.caij.qc.ca/wilson-et-lafleur-livres/39/>)

- John H Currie, *Public International Law*, 2^e éd, Toronto, Irwin Law, 2008 (https://uottawa-primis.hosted.exlibrisgroup.com/permalink/f/18dk8d/UOTTAWA_IIIb5704172)
- Anthony Aust, *Handbook of International Law*, 2^e éd, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 (https://uottawa-primis.hosted.exlibrisgroup.com/permalink/f/18dk8d/UOTTAWA_IIIb4275260)

Évaluation

L'évaluation portera sur la qualité et la présentation des travaux de l'étudiant.e (80%) et le professionnalisme (20%). L'évaluation sera holistique pour chacune des deux catégories et ne sera pas basée sur un système de point. En d'autres mots et en simplifiant, le bon travail résultera en une bonne note.

La qualité et présentation du travail comprend :

- capacité à faire de la recherche indépendante
- couverture de la recherche
- capacité de synthèse de problèmes et concepts juridiques complexes
- capacité de pensée critique juridique
- aptitude de rédaction
- force des arguments
- structure et lisibilité du mémo
- capacité de révision du travail des autres étudiant.e.s
- aptitude orale lors des réunions de groupe
- effort général

Le professionnalisme comprend :

- respecter les dates butoirs
- présence et participation lors des réunions
- capacité de recevoir et intégrer des commentaires constructifs
- capacité de suivre des directives
- capacité de bien travailler avec d'autres étudiant.e.s
- attitude général et respect
- éthique de travail général

Toute absence sans raison valable lors d'une réunion résultera en une pénalité sur la note finale. Le Centre étudiant de common law et le Bureau des études supérieures sont responsables pour évaluer les raisons des absences.

Comme pour tout autre cours à l'Université d'Ottawa, la clinique ne tolère pas le plagiat et la fraude scolaire. Tous les cas de fraude seront signalés à des fins d'enquête et de sanction. Les travaux que vous présentez doivent être le fruit de votre travail. Veuillez-vous familiariser avec le Règlement sur la fraude scolaire de l'Université, au site <http://www.uottawa.ca/governance/regulations.html#r72>. Vous devriez aussi vous familiariser avec la politique de l'Université sur le plagiat, disponible auprès du bureau de Service d'appui aux professeurs et au site <http://www.uottawa.ca/plagiarism.pdf>, ainsi qu'avec le texte de l'Université sur l'intégrité scolaire <http://web5.uottawa.ca/mcs-smc/academicintegrity/home.php>.

Le processus disciplinaire de l'Université relativement aux fraudes scolaires peut mener à des sanctions allant de la perte des crédits pour le cours en question à l'expulsion. Toute fraude scolaire doit également être signalée au Barreau de l'Ontario qui, à son tour, peut vous interdire la pratique du droit dans la province.

Équité et Accommodement

Si vous faites une demande en vue d'un examen différé, de prolongation pour un travail, ou d'autres accommodements, communiquez avec Jessica Simon, Chef, Équité et succès scolaire (FTX 237, jsimon@uottawa.ca).

Les accommodements ne sont pas nécessairement limités à cette liste :

- une situation permanente (tel qu'un handicap ou condition de santé permanente),
- une situation continue (p. ex., vous êtes enceinte, vous vivez une crise personnelle),
- pour des motifs d'équité (p. ex., vous êtes le parent unique de votre famille, vous avez des obligations religieuses),
- une situation ou un événement ponctuel (p. ex., une courte maladie, une blessure temporaire, une chirurgie ambulatoire)
- ou pour des raisons d'ordre humanitaire (p. ex., un décès dans la famille, un enfant ou une personne à charge malade).

Les étudiant(e)s devraient consulter la partie du site Web de Service d'appui aux professeurs portant sur l'Équité et la réussite scolaire pour connaître tous les détails relatifs à de telles demandes d'accommodements.

Les personnes qui ont besoin d'arrangements particuliers pour les examens ou de soutien scolaire en raison d'un état de santé, de problèmes d'apprentissage ou de toute autre condition continue qui influe sur les méthodes d'apprentissage sont priées de s'inscrire au SERVICE D'ACCÈS :

Bureau : Pavillon Desmarais, pièce 3172 (3e étage)
Téléphone : 613.562.5976

ATS : 613.562.5214

Courriel : adapt@uottawa.ca

Web : <http://sass.uottawa.ca/fr/acces>

Lors du processus d'inscription avec le Service d'accès, l'étudiante ou l'étudiant rencontrera un spécialiste de l'apprentissage afin d'évaluer ses besoins individuels, discuter de stratégies appropriées et établir des mesures d'adaptation. Le Service d'accès est responsable d'évaluer, établir et mettre en œuvre les mesures d'adaptations scolaires pour les étudiantes et étudiants en situation de handicap, tout en adhérant aux politiques, aux procédures et aux règlements administratifs de l'Université d'Ottawa, ainsi qu'aux lois en matière des droits de la personne. Le service d'accès collabore avec la faculté afin de faciliter le processus d'accommodement scolaire.

Pour de plus amples renseignements sur le Service d'accès, prière de communiquer avec Jessica Simon, Bureau des services à la population étudiante : jsimon@uottawa.ca ou 613-562-5800 poste 8891.

Veillez noter que les professeurs ne gèrent pas les demandes d'accommodement. Ils ne peuvent pas accorder, rejeter ou enquêter les demandes d'accommodement.

Déclaration de l'uOttawa sur le harcèlement sexuel

« L'Université d'Ottawa ne tolère aucune forme de violence à caractère sexuel. La violence sexuelle désigne tout acte de nature sexuelle commis sans consentement tel que le viol, le harcèlement sexuel ou les cyberagressions. Autant l'Université que les associations d'employées et d'employés, ainsi que d'étudiantes et d'étudiants offrent toute une gamme de ressources et de services donnant accès aux membres de notre communauté à des informations et à du soutien confidentiels, ainsi qu'aux procédures pour signaler un incident ou porter plainte. Pour tout renseignement, visitez le site Web <http://www.uOttawa.ca/violence-sexuelle-soutien-et-prevention/>. »

Étiquette en salle classe

- En classe, les ordinateurs portatifs doivent uniquement servir à prendre des notes ou à accéder à des documents. Votre ordinateur peut facilement devenir une source de distraction pour vous et ceux qui vous entourent. Il est demandé de ne pas utiliser votre ordinateur à d'autres fins pendant les réunions.
- Le professeur peut demander à l'occasion que l'on ferme les ordinateurs afin d'avoir une brève discussion ou de diriger un exercice sans ordinateur.

- Les étudiants sont priés d'éviter d'être en retard. Si vous devez absolument entrer dans la salle de classe pendant une réunion ou la quitter avant la fin de la réunion, faites-le avec discrétion, sans déranger les autres étudiant.e.s.
- Finalement, veuillez éteindre vos cellulaires ou les mettre en mode silencieux lorsque vous assistez à une réunion.

Hiver 2020

14 février (FTX 315)

Première réunion de groupe de 2 heures

Cette réunion introduira le cours, le professeur et les étudiant.e.s. Elle introduira aussi la Commission du droit international, ses objectifs et son fonctionnement.

Lectures :

- Benedetto Conforti & Angelo Labella, *An Introduction to International Law*, Leiden, Martinus Nijhof, 2012 (https://uottawa-primoxhosted.exlibrisgroup.com/permalink/f/ovsnv/UOTTAWA_IIIb4447340) le Chapitre 2.
- Alan Boyle & Christine Chinkin, *The Making of International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2007 (https://uottawa-primoxhosted.exlibrisgroup.com/permalink/f/18dk8d/UOTTAWA_IIIb6026938) le Chapitre 4.
- Statut de la Commission du droit international (<http://legal.un.org/docs/index.asp?path=../ilc/texts/instruments/french/statute/statute.pdf&lang=EF&referer=http://legal.un.org/ilc/>)

28 février (FTX 315)

Deuxième réunion de groupe de 2 à 3 heures

Cette réunion terminera l'introduction de la Commission du droit international, et la situera dans le contexte plus large du droit international. Un bref survol des projets en cours sera présenté. Les sujets et les listes de lecture seront assignés durant la réunion ou après par courriel.

Lectures :

- Dinah Shelton, « Soft Law » dans David Armstrong, éd, *Routledge Handbook of International Law*, New York, Routledge, 2009, 68 (https://uottawa-primo.hosted.exlibrisgroup.com/permalink/f/ovsnv/UOTTAWA_IIIb4435023).
- Martti Koskenniemi, « International Legal Theory and Doctrine » (novembre 2007) dans *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne, Oxford University Press, 2015 (https://uottawa-primo.hosted.exlibrisgroup.com/permalink/f/18dk8d/UOTTAWA_IIIb3110868).
- Martti Koskenniemi, *Fragmentation of International Law: Difficulties Arising from the Diversification and Expansion of International Law*, rapport du groupe d'étude de la Commission du droit international, 58e session de la CDI (2006) aux paras 1 à 45 (https://legal.un.org/ilc/documentation/english/a_cn4_l682.pdf).

Pour les étudiant.e.s diplômé.e.s :

- Jutta Brunnée & Stephen J Toope, « Constructivism and International Law » dans Jeffrey L. Dunoff & Mark A Pollack, éd, *Interdisciplinary Perspectives on International Law and International Relations: The State of the Art*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, débutant à la p 119 (https://ocul-uo.primo.exlibrisgroup.com/permalink/01OCUL_UO/gege1p/alma991030191729705161).

28 février

Date de remise de la bibliographie annotée

Semaine du 2 mars

Première réunion individuelle de 30 minutes

Discussion sur la bibliographie annotée et la prochaine étape.

13 mars

Date de remise pour le plan détaillé ou du plan de recherche et la bibliographie

Semaine du 16 mars

Deuxième réunion individuelle de 30 minutes

Discussion du plan détaillé ou du plan de recherche, et prochaines étapes.

Semaine du 30 mars

Dernière réunion de groupe de 2 heures

Débriefage, discussion sur les mémos, opportunité de poser des questions, options pour Genève.

3 avril

Date de remise de l'ébauche de mémo ou du mémo de recherche

20 avril

Date de remise du mémo final, de l'ébauche de déclaration ou de l'ébauche de rapport